

SOMMAIRE

EDITORIAL: Enfin mensuel! 1

SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

Ch. BAKUNDAKWITA: Autosuffisance alimentaire 3
 B. PATERNOSTRE: Appui aux familles pauvres en milieu rural ... 13
 M. FREYENS-MARTIN: Que pensent les enseignants du secondaire de leur métier? 21

HOMMAGE

G. MUSY: Le Père Pierre GATTIN 27

ÉGLISE D'ICI ET D'AILLEURS

G. MAINDRON: "Jamais plus la guerre!" 29

CARNET: 1er octobre - 30 novembre 1991 33

A TRAVERS LIVRES ET REVUES

E. NSHIMIYIMANA: "Le Catholicisme et la société rwandaise (1900-1962)" de Justin KALIBWAMI 47
 M. DONNET: "La libération par la foi" de Gustavo GUTIERREZ 49

DIALOGUE ET SES LECTEURS: Résultats du sondage de septembre 1991 51

COURRIER DES LECTEURS

E. NAMBAJE: Limitation des naissances et respect de la personne 55
 J. GRIET: Vous avez dit "miracles"? 59



AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE



DIALOGUE

N° 150

Janvier - 1992

ISSN 0257-0017

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Guy THEUNIS: Missionnaire d'Afrique (Père Blanc), Secrétaire de Rédaction à la Revue DIALOGUE, Kigali
Joseph NTAMAHUNGIRO: Rédacteur à la Revue DIALOGUE, Kigali
Charles BAKUNDAKWITA: Ancien de l'INADES-FORMATION Gisenyi, Louvain-La-Neuve, Belgique
Bernard PATERNOSTRE: Médecin au Centre de Santé de Cyanika, Butare
Marguerite FREYENS-MARTIN: Ancienne directrice d'école, B.P. 244 - BUTARE, Tél. 30443
Guy MUSY: Dominicain, ancien Secrétaire de Rédaction à la Revue DIALOGUE, Genève, Suisse
Gabriel MAINDRON (MUNDERERE): Abbé, Curé de la Paroisse Crête Zaire-Nil, Nyundo
Enos NSHIMIYIMANA: Secrétaire à la Revue DIALOGUE, Kigali
Michel DONNET: Prêtre "Fidei Donum", Paroisse Sainte-Famille, Kigali
Evariste NAMBAJE: Etudiant au Grand Séminaire de Nyakibanda, Butare
Jean GRIET: Prêtre "Fidei Donum", Université Radiophonique de Giteama

Photo couverture: Vivant Univers, Namur, Belgique

DIALOGUE

Revue fondée en mars 1967 (24^e année)
par l'Abbé Jean MASSION (1904-1990)

EDITEUR: ASBL - DIALOGUE

B.P. 572 KIGALI/RWANDA ☎ 74178

SECRETAIRE DE REDACTION: GUY THEUNIS

REDACTEUR: Joseph NTAMAHUNGIRO

TRAITEMENT DE TEXTES: Enos NSHIMIYIMANA

COMITE DE REDACTION:

Thaddée BAGARAGAZA - Augustin BASEBYA - Alberto BASOM-
NGERA - Michel DONNET - François FUNGA - Déogratias GA-
SHONGA - Déogratias HITIMANA - André KAMEYA - Pie MUGABO -
Médard NDUWAMUNGU - Jean-Baptiste NGIRABACU - Jean-
Damascène NTAKIRUTIMANA - Charles NTAMPAKA - Yvon POMER-
LEAU - Emmanuel RWANGOMBWA

Imprimé par Pallotti-Pressé, B.P. 863 KIGALI
Tirage: 4.000 exemplaires.

Editorial

ENFIN MENSUEL !

L'année 1992 sera pour le Rwanda une année charnière. Ce qui se passera, dans le domaine politique surtout, sera en effet déterminant pour les années futures et spécialement pour le processus démocratique. Pour la revue DIALOGUE également, 1992 sera l'année d'un grand tournant. Votre publication fête ses 25 ans d'existence en mars prochain. Mais d'ores et déjà, elle devient mensuelle avec ce numéro. Pourquoi? Selon l'adage "qui ne s'améliore pas cesse d'être bon", nous avons essayé, au cours des 25 ans écoulés, de perfectionner notre revue pour la rendre plus "visible" et donc plus attrayante. Mais chaque fois avec votre concours.

Ainsi en 1983 (n° 97, mars-avril), nous avions lancé une enquête-sondage dont les résultats ont été publiés dans le n° 100 de la même année. Quatre ans plus tard (n° 120, janvier-février 1987) nous vous avons soumis un autre sondage dont les résultats ont paru dans le n° 125 (nov-déc 1987). Notre troisième sondage date de quatre mois (n° 148, sept-oct 1991) et vous avez été nombreux à y répondre en peu de temps, certains y ajoutant de petites remarques ou commentaires encourageants. Soyez-en remerciés car ce geste montre l'intérêt que vous portez à votre revue DIALOGUE.

A travers les 3 sondages, la majorité des réponses ont chaque fois souhaité que la revue devienne mensuelle et traite prioritairement des problèmes

sociaux. Ce n'est donc que justice de rendre la revue ENFIN MENSUELLE. Ce retard n'est dû, du reste, qu'au manque de moyens humains, techniques et financiers. Nous osons relever ce défi aujourd'hui, malgré les temps difficiles que traverse notre pays. Nombreux sont encore vos vœux, exprimés à travers les trois sondages, que nous n'avons encore pu exaucer. Ce n'est que partie remise. Nous espérons réaliser petit à petit ce noble dessein, toujours avec votre concours.

Le passage du bimestriel au mensuel, pour mieux suivre l'actualité, exige évidemment quelques petits changements. Ainsi, à l'exception des numéros spéciaux, un numéro ordinaire comptera désormais 64 pages. Cela n'empêche pas d'augmenter la masse des informations traitées puisqu'en deux mois vous lirez 128 pages (au lieu de 112) et par année 768 pages (au lieu de 672). Soit presque un numéro complémentaire de 96 pages. Il va aussi de soi que les articles seront plus courts, plus concis, ce qui est le signe d'une bonne écriture journalistique.

Pour le moment, le prix de l'abonnement reste identique, de même que les prix au numéro (200 Frw, le numéro ordinaire - 300 Frw, le numéro spécial). Ceci pour inciter nos lecteurs à s'abonner.

Au seuil de cette nouvelle année, le Comité Exécutif, le Comité de Rédaction et le Staff rédactionnel vous souhaitent une bonne et heureuse Année 1992, une année pleine de promesse de jours meilleurs pour notre pays et nos Eglises.

Joseph NTAMAHUNGIRO,
Rédacteur.

GUY THEUNIS,
Secrétaire de Rédaction.

Société et développement



La famine s'est installée au Rwanda. Plus que jamais la question de l'autosuffisance alimentaire est à l'ordre du jour. Une enquête réalisée dans la commune de Nyakabanda, révèle une donnée allant à l'encontre des prévisions : moins la superficie des exploitations paysannes est grande, plus le nombre de bovins en stabulation augmente, ce qui assure la fumure des champs et améliore la production vivrière. Comment est-ce possible ? Tout semble reposer sur le travail de conscientisation et de formation des agriculteurs-éleveurs, assuré par la Commune.

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Comment y arriver au Rwanda ? Cela se passe dans la cellule CYERARO de la Commune NYAKABANDA. En guise de travail de fin d'études, Melle Françoise Migeotte y mène une enquête qui lui révèle les données suivantes (en octobre-décembre 1990) : sur les 92 exploitations familiales, 52 élèvent du gros bétail et ensemble possèdent 108 bêtes : un peu plus de deux par parcelle. Or 32 de ces 52 parcelles ont moins d'un hectare. Un mesurage scientifique des terrains révèle que les 52 agro-éleveurs possèdent ensemble 52 ha 31 ares 16 centiares, que 21 d'entre eux possèdent ensemble 33 ha 54 ares 33 centiares ; les 31 restants se

partagent seulement 18 ha 78,83 ares. Mettons cela en tableau.

Superficie des exploitations	Nbre de familles	Gros bétail Vaches	Élevé Veaux
Inférieure à 30 ares	1	1	1
Entre 30 et 40 ares	2	2	-
Entre 40 et 50 ares	2	2	-
Entre 50 et 60 ares	6	7	3
Entre 60 et 70 ares	6	8	1
Entre 70 et 80 ares	2	3	1
Entre 80 et 90 ares	5	8	-
Entre 90 et 100 ares	7	9	5
Total : 18 ha 78,83 ares	31	40	11

Superficie moyenne des exploitations : 61 ares
 Nombre moyen de têtes de gros bétail par exploitation : 1,65.

Ainsi 56,52 % des agriculteurs de Cyeraro élèvent du gros bétail. Ce chiffre rejoint celui d'une enquête organisée peu auparavant par les autorités communales pour l'ensemble de la population : dans le secteur de Kibangu, dont fait partie Cyeraro, 56,26 % des agriculteurs sont aussi éleveurs de vaches. Cette enquête faite sur l'ensemble des 11 secteurs de la commune révélait que 42,39 % des agriculteurs élevaient du gros bétail, sur des parcelles d'une moyenne de 1,48 ha par famille. 78,25 % du bétail bovin était élevé à l'étable.

Mais comment les paysans de Cyeraro parviennent-ils à élever leurs vaches en stabulation permanente? Selon M. Migotte, il y essentiellement trois sources de fourrage :

- L'herbe sur les lignes anti-érosives, les stipes feuilles et troncs de bananiers, bref tout ce que le paysan peut trouver sur sa parcelle;
- Le ramassage d'herbe en dehors de son exploitation le long des routes, dans les boisements, etc... Le ramassage est surtout confié aux écoliers revenant de l'école.
- Le fourrage acheté aux voisins qui ne pratiquent pas l'élevage : un marché du fourrage est ainsi apparu : une charge se vend de 30 à 40 Frw et correspond à 10 mètres de lignes anti-érosive.

LA COUTUME DU "KURAGIZA"

En outre une coutume est apparue - ou réapparue : celle du "Kuragiza" : le propriétaire de plusieurs vaches en cède une à un voisin. Selon le contrat, celui-ci rendra le premier veau, mais le deuxième lui reviendra en propre, ainsi que le fumier. Quant au lait, on le partage entre le propriétaire et le locataire. Une fois le second veau sevré, la vache est remise au propriétaire, le locataire devenant à son tour propriétaire d'une tête de bétail.

Ainsi, paradoxalement, le nombre de propriétaires de bovins augmente alors que la surface des exploitations familiales diminue. Et, bien sûr, avec l'augmentation des têtes de bétail, c'est la fertilisation des terres qui se fait de façon plus systématique, et avec elle, l'augmentation de la production agricole se trouve renforcée.

Il est donc possible d'assurer une autosuffisance alimentaire au Rwanda. Mais comment y arriver ?

MOTIVER EN VUE DE L'ACTION

Dès 1973, le Bourgmestre avait perçu la menace pesant sur ces gens. Il était bien vrai que "la famille ne est à nos portes". Et il se devait d'en avertir les habitants, tout en leur donnant les moyens d'y parer, en les initiant "aux résultats probants obtenus par l'ISAR". Il s'est senti "le premier responsable du développement de ses gens", et, avant cela, de leur survie (cf Discours Programme du 1/8/1973).

SONNER L'ALERTE. Le Bourgmestre l'a fait au cours de nombreuses réunions sur les collines. Leur thème: "Comment allez-vous vous y prendre pour élever vos enfants?" En fait il exprimait tout haut la question que tous se posaient sans trop pouvoir l'exprimer. "Mais, continuait-il, les agronomes de l'ISAR ont trouvé une manière de mieux cultiver: il faut lutter contre l'érosion, fumer les terres. En 5 ans, ils ont doublé la production. Etudions donc comment ils s'y sont pris, et à notre tour enseignons-le à nos enfants. Les moyens utilisés à l'ISAR sont tous à la portée de n'importe quel paysan rwandais. Alors..."

MOBILISER POUR APPRENDRE

"Comment est-il possible d'instruire les 5.000 pères de famille que compte la commune? Cela ne peut se faire que si vous êtes d'accord pour constituer des équipes de 10, et choisir parmi les membres un Chef d'équipe; à ce moment nous organiserons des groupes d'une quarantaine de chefs d'équipe qui, une fois "recyclés", acceptent d'enseigner les autres. Cela peut

se faire au Centre communal de Stage actuellement occupé par vos enfants et que nous libérerions pour vous accueillir".

ORGANISER L'ACTION

Le 15 janvier 1974, 350 cultivateurs-éleveurs avaient été élus et les stages commencèrent. Au fur et à mesure que ceux-ci se succédaient, la liste des chefs d'équipe se complétait: il furent bientôt 500. Ils apprenaient les résultats acquis à l'ISAR et synthétisés dans la brochure de A. FOURNEMENT: "Comment marier l'agriculture à l'élevage?" Les stagiaires cultivaient le matin dans la parcelle donnée par la commune; ils créaient ainsi la "station-modèle". L'après-midi, on discutait de ce qu'on avait fait le matin. A la fin du stage, tous rentraient avec un petit livret "aide-mémoire".

Après 6 ou 7 stages successifs, les réunions de formation eurent lieu dans les maisons de secteur, une fois le mois. Le centre communal de stage put accueillir à nouveau les jeunes garçons qui se constituèrent classes, ateliers, réfectoire et dortoirs. Quant aux équipes de mamans et de jeunes filles, créées en 1975, elles se réunissaient au Centre Social de Développement, la maison de Secteur. Les mois et les années passèrent, les formations continuèrent. En 1986, une campagne de vaccination contre la peste bovine fut organisée dans tout le Rwanda. Quel ne fut pas l'étonnement des techniciens vétérinaires devant le nombre et la bonne santé des vaches de la commune Nyakabanda! A tel point que le Bourgmestre décida d'organiser une enquête. Elle fut complétée par celle de 1989 dont nous avons dit un mot plus haut.



Vaches en stabulation permanente

NE PAS SE TROMPER DE ROUTE

Notre enquêteur a souligné combien les faits qu'il a observés (et mesurés) sont étonnants, "*quand on pense à ce qui est généralement admis*". Lors du Séminaire des Organisations Non Gouvernementales tenu les 11 et 12 mai 1990, à Kabusunzu, un carrefour fut chargé de répondre à la question : "*que faire pour venir rapidement à bout de la famine ?*" Trois points du rapport de ce carrefour méritent d'être examinés de près.

OFUMURE ORGANIQUE - ENGRAIS CHIMIQUES

Presque tous les participants préconisant le recours aux engrais chimiques, la solution résidait...

dans les financements à trouver. Il n'est pas question d'exclure l'emploi des engrais chimiques. Mais il est trop clair que sur des terres dont l'humus n'a pas été restitué par la fumure organique, les engrais chimiques ne servent à rien. Or, plus personne ne parle de la fumure organique obtenue par l'élevage du bétail à l'étable. La fumure organique procurée par le bétail reste dans tous les cas indispensable. Or, la famine est là ! Et on ne parle plus de bêtes à l'étable !

O GROS BETAIL-PETIT BETAIL

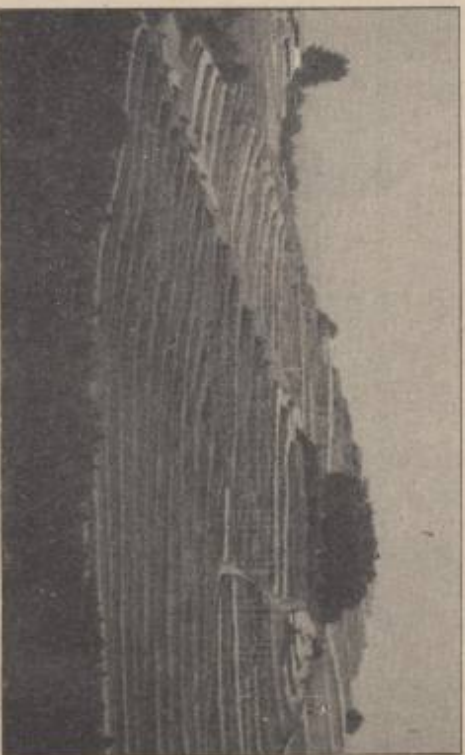
L'idée se généralise dans le pays que le paysan rwandais doit renoncer définitivement à élever du gros bétail. "On calcule dit un "expert" qu'une vache de 330 kg donnant 800 litres de lait en 300 jours, mange 13,4 tonnes de fourrage, et son veau 2,4 tonnes, soit au total 15,8 tonnes. Comme elle gaspille 20 % de son fourrage, il lui en faut 19 tonnes, et donc 47 ares de terrain. Avec un terrain de plus de 1 ha, on peut consacrer 50 ares à la vache. Si le champ n'est plus que de 1 ha, seuls 50 ares seront consacrés aux cultures vivrières. Si la parcelle tombe à 50 ares, la vache va les prendre pour elle. Où le paysan cultivera-t-il pour lui ? A la lecture de ces chiffres, il semble évident que l'élevage bovin va disparaître".

Mais l'enquête faite à Cyeraro nous montre que la superficie du terrain n'est qu'un aspect du problème. La valorisation de la main d'œuvre (et au Rwanda, elle ne manque pas) dans la recherche d'herbes en dehors de l'exploitation, et les échanges de fourrages entre voisins, sont deux autres critères essentiels, qui permettent de comprendre comment des paysans qui ont été sensibilisés à l'importance de la stabulation permanente, pratiquent l'élevage bovin sur des super-

ficies inférieures à 1 ha. Il faut donc tout faire pour amener le plus de paysans possible à élever du gros bétail, au lieu de les orienter systématiquement vers le seul petit élevage. Car il est bien connu que 5 chèvres mangent autant qu'une vache, et donnent trois fois moins de fumier : l'attendre des seules chèvres, c'est se condamner à produire trois fois plus d'herbes fourragères. La famine est là, et on généralise l'idée que seul le petit élevage est possible ! Finalement le "kuragiza" décrit plus haut montre bien qu'il est possible de devenir propriétaire d'un bovin sans avoir besoin de crédits.

O TERRASSES PROGRESSIVES - TERRASSES RADICALES

En ce qui concerne la lutte anti-érosive, on parle beaucoup de terrasses radicales... et des financements nécessaires. Sur ce point, référons-nous au document de travail du Ministre de l'Agriculture : il



Terrasses radicales en région de Byumba

préconise les terrasses radicales là où la pente excède les 12° (soit 20 %). Partout ailleurs, il recommande les terrasses progressives, soit sur plus de la moitié des champs rwandais.

Il nous semble que "ce qui est généralement admis" est aussi ce qui exige de gros financements extérieurs : les engrais chimiques et les terrasses radicales. Mais cette aide extérieure se tourne maintenant en priorité vers les pays de l'Est et ceux du Golfe. Alors, redisons-le avec force, la solution à nos problèmes, nous pourrions et devons la trouver, pour une grande part, chez nous, car elle est à notre portée.

LE PROBLEME DEMOGRAPHIQUE

Il est trop clair que, s'il est encore possible d'accroître la production vivrière, celle-ci ne pourra pas suivre la progression démographique à son taux actuel. Il faut donc également agir sur ce taux de progression.

Il faut tout d'abord prendre conscience que cette progression étant exponentielle, elle alourdit gravement chaque jour la menace qui grève notre avenir : au cours des siècles, les doublements de population se succèdent, mais ne se ressemblent pas. Aujourd'hui, ils nous mettent en grave danger et menacent notre survie.

Disons-nous également que les progrès réalisés dans les domaines de la médecine, de l'agriculture, de l'industrie et de l'entente entre les nations, ont contribué à faire monter de manière spectaculaire le taux de progression de la démographie. Il est donc

inéluctable que le caractère exponentiel de la croissance démographique pose à l'humanité un DEFI pour sa survie. Ce défi, il nous est posé aujourd'hui au Rwanda.

Comment donc réduire la progression démographique? Quels que soient les moyens matériels mis en oeuvre, quelles que soient les méthodes employées, le problème de la maîtrise de la fécondité ne pourra être réglé sans que les foyers n'en comprennent le "pourquoi" et le "comment". La pédagogie faisant appel à une adhésion libre et intelligente de tous est indispensable pour la maîtrise de la fécondité.

Il faut donc éliminer l'ignorance de la grande masse des époux au sujet de la physiologie de la reproduction humaine. Cette ignorance est une tare et la soumission qui en découle, de la femme à l'homme, une aliénation. Or, on sait aujourd'hui que l'ovulation se fait au terme d'un temps de glaire féconde qui dure de 1 à 3 jours, parfois 4. On sait aussi que les spermatozoïdes ne peuvent survivre que quelques heures, sauf s'ils rencontrent cette glaire humide et alcaline qui leur donne un sursis de 3 jours, 4 au maximum.

Une action de formation et d'enseignement populaire s'avère indispensable pour résoudre le problème démographique. Elle s'adressera aux couples, mais aussi aux jeunes avant leur mariage.

C'est en apprenant à connaître la terre qui les nourrit, à la mieux traiter et la mieux cultiver que les paysans augmenteront la production vivrière. C'est en apprenant à connaître leur corps que les foyers désormais engendreront librement et à bon escient, réduisant ainsi la progression démographique.

Charles BAKUNDAKWITA.

Il est facile et généreux de distribuer gratuitement des vivres aux familles les plus démunies lors d'une pénurie alimentaire. Mais ce genre d'opération, louable en soi, ne résout nullement le cycle infernal de la famine. Le mieux est de procéder à une approche globale du phénomène, avec les pauvres, et de chercher ensemble les voies et moyens pour s'en sortir. C'est cette démarche qu'a adoptée le Centre nutritionnel de Cyanika. Résultat : ces pauvres commencent à prouver qu'ils peuvent être initiateurs du changement de leurs conditions de vie.

APPUI AUX FAMILLES PAUVRES EN MILIEU RURAL

Des situations de grande pauvreté sont présentes sur les collines, en milieu rural. Elles se manifestent de façon plus criante lors d'un épisode imprévu, comme lors de l'importante pénurie alimentaire qui a sévi dans plusieurs régions du pays à la fin de l'année 1989 et au début de 1990. Si lors de ces crises aiguës une intervention rapide en distribution gratuite de vivres est sans doute inévitable et nécessaire, cela ne doit pas constituer un prétexte pour ne pas essayer de s'attaquer, à moyen et long terme, au problème de la grande pauvreté vécue par les familles les plus démunies, souvent exclues de la dynamique habituelle de la société. Cela est d'autant plus important que les familles, les premières et les plus touchées en période de crise aiguë, sont celles qui, déjà en temps normal, sont confrontées à de multiples problèmes de survie.

Pour pallier cette situation dramatique, le Centre nutritionnel de Cyanika (Commune Karama, Préfecture

de Gikongoro), a entrepris une action sociale depuis le 1/8/1990. Il tente d'aider quelques familles parmi les plus démunies, à passer d'une logique de survie à court terme à une logique de moyen, voire long terme. Cet article se propose de présenter, sans prétention, les activités réalisées au bout d'une année de cheminement avec ces familles.

CONNAÎTRE LES FAMILLES PAUVRES

L'idée de base de cette action repose sur l'accompagnement des familles très pauvres, tel qu'essaye de le vivre, dans des pays des 5 continents, le Mouvement International ATD (*"Aide à Toute Détresse-Quart-Monde"*), à savoir : se mettre à l'écoute des familles pour mieux comprendre les difficultés qu'elles rencontrent et profiter de leurs propres aspirations et de leur volonté de sortir de la misère; prendre en compte la globalité des précarités vécues par la famille (au niveau alimentaire, agricole, familial, scolaire, sanitaire, habitat...); considérer les familles comme partenaires réels et auteurs privilégiés des décisions prises.

La première activité de cette action a été la rencontre avec 76 familles parmi les plus démunies, connues par le biais du Centre nutritionnel. Cette prise de contact a été effectuée au moyen de visites à domicile et par les réponses à un questionnaire par famille. Ce questionnaire avait pour but de connaître la situation économique et sociale des familles, les différentes précarités rencontrées par celles-ci et leurs potentialités.

De la synthèse des réponses au questionnaire, on peut relever les observations suivantes : 35 % (soit

27/76) des familles sont monoparentales (veuf/veuve - parents séparés ou célibataires); aucun ménage (0/76) n'a de travail salarié; 26 % (20/76) des familles estiment leur terrain suffisant en superficie contre 62 % (46/76) qui le trouvent insuffisant; les ressources monétaires (vente d'une partie de la récolte, de la bière de banane ou de sorgho, de petit artisanat ou d'autres choses) sont pratiquement inexistantes pour 85 % (65/76) des familles; 34 % (26/76) d'entre elles sont confrontées à une habitation insuffisante ou menaçant de s'écrouler.

UN TERRIBLE CONSTAT

Les visites réalisées en juillet-août 1990 pour dénombrer les problèmes rencontrés les derniers six mois ont abouti à un terrible constat. A savoir que :

- 100 % (76/76) ont ressenti un manque de vivres;
- 85 % (64/76) ont ressenti un manque de semences;
- 81 % (43/53) des familles ayant un enfant en âge de scolarité primaire obligatoire ont eu de sérieux problèmes pour s'acquitter du minerval (plus de la moitié, soit 25/43, continue de suivre la classe sans payer, mais les autres l'ont abandonnée);
- 70 % (51/72) des familles ayant au moins un enfant de moins de 5 ans, sont touchées par le problème de la malnutrition;
- 66 % (50/76) ont rencontré des difficultés pour faire soigner un membre de leur famille malade;
- 33 % (25/76) n'ont pas payé la cotisation du MRND - alors obligatoire - et 50 % (38/76) la contribution personnelle minimum;
- 14 % (11/76) sont touchées par un handicap permanent d'un adulte responsable du ménage.

Ces quelques chiffres montrent clairement la multiplicité des précarités auxquelles sont confrontées les familles très pauvres. Cela confirme aussi la très grande importance de cheminer avec ces familles en abordant de façon globale leurs problèmes, et non pas en se contentant de solutions partielles et isolées (distribution gratuite de vivres sans aucune autre mesure d'accompagnement, par exemple) qui n'ont aucun effet à moyen et long terme sur le mieux-être global de la famille.

Dans ce but, le questionnaire a aussi permis de déterminer, avec les familles, leurs propres possibilités à exploiter (enfant de plus de 16 ans pouvant aider aux travaux agricoles ou trouver un emploi, terres et cafédiers à mettre en valeur, dynamisme du ménage, etc...)

VISITES A DOMICILE ET DIALOGUE

Dès le début, les deux activités de base de l'action ont été les visites à domicile et les réunions avec les familles. Les visites à domicile, nombreuses et répétées, sont particulièrement importantes car elles permettent un contact personnel avec la famille, une écoute attentive et une meilleure compréhension de la réalité vécue par celle-ci, un dialogue souvent empreint de franchise et de confiance, le suivi précis de l'évolution de la famille avec ses succès et ses échecs. Ces visites occupent la majeure partie du temps du personnel de l'action : ce temps passé à écouter les familles est en effet tout à fait capital.

Les réunions mensuelles rassemblent les familles et leur permettent de s'exprimer librement, d'échan-

ger et de confronter leurs aspirations et leurs idées. Parmi les idées échangées, on peut relever celles-ci : pouvoir bénéficier d'un crédit de houes et de semences; constituer des petits groupements de travail agricole avec ses voisins; pouvoir éventuellement reconstruire des habitations en mauvais état; mettre sur pied une coopérative de consommation; échanger des observations sur les cultures en cours et l'intérêt des engrais; demander des renseignements techniques et pratiques sur la possibilité d'utiliser les déchets humains comme fertilisant; rédiger une lettre aux autorités communales leur demandant de réserver un certain nombre d'emplois aux familles démunies de l'association, lorsqu'un travail temporaire rémunéré se présente à la commune; lire une lettre des responsables d'ATD - Quart Monde International en réponse à l'envoi des rapports trimestriels d'activité; échanger sur les difficultés de remboursement des crédits reçus, voir les possibilités d'exercer des pressions sur les autorités compétentes en faveur des trois familles toujours non payées pour un travail réalisé 6 mois auparavant, etc.

On le voit, la diversité des sujets abordés montre que ces familles ont aussi quelque chose à dire, ont des idées et des projets que, faute de moyens et de pouvoir, elles ne peuvent pas, le plus souvent, mener à bien.

REPONDRE AUX BESOINS

Parmi les souhaits exprimés par les familles, il est rapidement apparu que la priorité de la plupart d'entre elles était de pouvoir cultiver leur terre. Suite à cela, 70 familles ont bénéficié, en septembre

1990, d'un crédit sans garantie, pour l'achat de semences et de houes. Chaque famille a ainsi pu choisir librement les semences qu'elle désirait (petits pois, soja, haricot volubile, etc) et les a reçues moyennant un pré-paiement d'une partie de la somme totale en fonction de ses moyens financiers. Le suivi des cultures a été réalisé au cours des visites et des réunions où il y a eu un intéressant échange d'observations entre les agriculteurs.

Au moment de la récolte, une évaluation a été effectuée tant sur le plan agricole et alimentaire que sur le plan social et familial. Au niveau agricole, les résultats ont été, dans l'ensemble, satisfaisants, avec des rendements normaux par culture. L'appoint alimentaire constitué par la récolte était estimé à 2-3 mois pour 62 % (44/71) des familles. Les familles ont remboursé plus ou moins les 3/4 de la somme totale de ce premier crédit, la moitié en argent et l'autre en nature (semences après la récolte).

RESULTATS OBTENUS

Pendant ce court laps de temps (6 mois), les familles ont ressenti très peu d'améliorations dans les autres domaines. Une réalité préoccupante - qui prouve encore une fois l'importance d'appréhender de façon globale la réalité vécue par ces familles - est que, pendant cette période de 6 mois, sur les 46 familles confrontées à un problème de santé, seules 21 ont pu y trouver une solution satisfaisante (18 au Centre de Santé, 2 chez un guérisseur traditionnel et une dans une pharmacie).

Suite à la demande insistante des familles, le problème des habitations à reconstruire a été une autre préoccupation qui a retenu l'attention du Centre. Il a alors choisi de s'occuper d'abord de six familles, les plus démunies en ce domaine. Les travaux de reconstruction sont déjà bien avancés pour certaines d'entre elles. Et ce, grâce à l'aide des voisins, de l'une ou l'autre famille de l'association et au réseau de solidarité traditionnelle. Les familles bénéficiaires posent un petit geste de reconnaissance en offrant de la bière de sorgho. Mais elles le font de leur propre initiative. Il reste alors le délicat problème de la toiture.

Les autres préoccupations des familles concernent la possibilité de trouver un travail rémunéré, de pouvoir faire soigner leurs malades, de trouver quelques revenus par la réalisation de petits travaux d'artisanat. Ensemble, le Centre et les familles essaient de trouver des solutions en fonction des possibilités locales et d'éventuels petits crédits personnalisés à rembourser progressivement.

LE DROIT A LA PAROLE

Après une année de cheminement, certaines familles sont parvenues à redresser la tête et à reprendre espoir. Bien sûr, la très grande majorité d'entre elles restent confrontées à une série de problèmes difficiles, mais elles se sentent soutenues et se sont remises en marche pour essayer de lutter contre la fatalité de la faim et de la misère. Peut-être auront-elles encore besoin, par moments, d'assistance alimentaire gratuite. Néanmoins, dans l'entre-temps, elles auront aussi commencé à prouver qu'elles peuvent

être elles-mêmes initiatrices de changement et porteurs d'espérance pour l'avenir.

Il vaut la peine de laisser la parole aux familles, et ces propos serviront de conclusion :

- "Notre but n'est pas seulement le travail physique mais aussi apporter toute contribution possible pour nous, ce qui est primordial, c'est de nous mettre ensemble".
- "Les voisins s'étonnent car ils ne pensaient pas que notre récolte serait si bonne. Ils sont curieux de savoir comment nous avons obtenu une telle récolte sur une si petite parcelle".
- "Nous avons vu que nous sommes capables d'améliorer notre situation de misère".
- "Venir nous visiter chez nous, cela montre que quelqu'un nous aime".
- "Ne pas avoir de quoi manger est un obstacle à toute action de développement tant personnel que collectif. Le manque d'argent ne permet pas de faire partie des coopératives, puisque celles-ci exigent des cotisations. Il n'est pas possible d'aller à la messe quand on ne possède qu'un seul habit".

Bernard PATERNOSTRE.

Une nouvelle société d'assurances au Rwanda



INGOBOKA ASSURANCES

INGOBOKA travaille aussi dans tous les chefs lieux de préfecture dans les bureaux des Banques Populaires

INGOBOKA B.P. 216 Kigali

• ☎ 73700 - 73088

• Fax 74344



et les enseignants des écoles urbaines et rurales sont assez satisfaits de leur profession, il n'en est pas de même des enseignants des écoles semi-urbaines. Tel est le résultat de l'enquête que nous présentons tout de cet article. Pour remédier à cette situation, il est une première solution qui ne coûte rien : redonner de la considération à l'enseignant.

QUE PENSENT LES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE DE LEUR METIER?

Tel janvier 1991, les enseignants rwandais exerçant dans l'enseignement secondaire public (officiel et subventionné) de l'arrondissement de Butare, ont répondu à une enquête concernant leur statut et les rôles socio-culturels qu'ils acceptent de jouer. Les résultats ne sont donc valables que pour eux. Ils ne peuvent abusivement être inférés à l'ensemble des enseignants du pays, ce qui nécessiterait un autre échantillonnage.

* N.B. : Cet article n'est qu'un court résumé d'un mémoire présenté à l'Université de Liège : "Approche axiologique de la formation des enseignants du secondaire au Rwanda. Contribution aux réflexions sur l'a-grégation". Toute personne intéressée par ce mémoire peut se mettre en rapport avec l'auteur.

UNE SOCIÉTÉ QUI ROUGE...

Les structures sociales et politiques de la société rwandaise se modifient, entre autres, sous la pression des nécessités économiques et des échanges internationaux. Les valeurs qui étaient prioritaires, comme l'écoute de la parole des anciens ou la solidarité clanique ou régionale, tendent à céder le pas à d'autres. Le Rwanda vit, particulièrement maintenant, une période difficile et mouvante. Le passage entre les liens lignagers et le libre choix démocratique individuel dans les nouvelles structures politiques qui s'élaborent n'est pas évident. L'institution scolaire a sa place dans ces processus de changement et l'enseignant a un rôle à jouer, qui dépasse largement la simple transmission des connaissances. En est-il conscient ? Que pense-t-il de son statut, de la considération sociale liée à son métier, de ses activités professionnelles, de son salaire et de son mode de vie ? Quelles sont ses attentes vis-à-vis de ses élèves ? Quels rôles socio-culturels accepte-t-il de jouer ? On trouvera ici les réponses des 234 enseignants de toutes disciplines qui ont accepté de donner leur avis et qui représentent 72 % de la population retenue.

	FEMMES		HOMMES	
	20-30	>40	20-30	>40
31	20	6	77	28
TOTAL	57		TOTAL	177
TOTAL GENERAL: 234				

Répartitions selon le sexe et l'âge

UN PORTRAIT RAPIDE

Le corps professoral représenté est jeune (46 % des répondants ont entre 20 et 30 ans), en majorité masculin (76 % d'hommes et 24 % de femmes), et 47 % des enseignants ont moins de 5 ans d'expérience.

Contrairement aux hypothèses qui avaient été émises à partir d'une pré-enquête (les femmes seraient plus satisfaites que les hommes de leur métier), les résultats ne montrent aucune différence significative entre les opinions des femmes et celles des hommes.

QUE DISENT-ILS ?

Il se disent satisfaits de leurs activités professionnelles en elles-mêmes et expriment leur satisfaction par un degré moyen de 70,9 (100 signifie "tout à fait satisfait", "satisfait à 100 %", et 0 signifie "aucune satisfaction"). Les légères différences de moyennes entre les sous-groupes (écoles urbaines, semi-urbaines ou rurales) ne sont pas statistiquement significatives hormis le groupe des enseignants des écoles rurales, exprimant leur satisfaction avec un degré de 75.

Ils trouvent que leur métier est peu considéré. La satisfaction moyenne exprimée est de 46,1 et aucune moyenne de sous-groupe n'est significativement différente.

Ils ont peu de satisfaction de leur salaire (41,3).

Ils sont fort peu satisfaits (ou fort insatisfaits !) de leurs conditions de vie et n'y trouvent guère d'avantages (degré moyen de satisfaction de 28). Les enseignants des écoles semi-rurales se disent significativement moins satisfaits que leurs collègues des écoles urbaines ou rurales (18,2).

Il peut être intéressant de signaler que les réponses n'étaient pas groupées autour de la moyenne et que la dispersion était chaque fois fort importante.

Les meilleurs moyens d'améliorer la pratique professionnelle

Possibilités : trois choix	N=234	%
1. Faire des recyclages dans sa discipline	214	91%
2. Approfondir sa matière par des lectures spécialisées	129	55%
3. Analyser et discuter en groupe les leçons qu'on donne	100	43%
4. Rencontrer des professeurs d'autres écoles et comparer	79	34%
5. Regarder des leçons données par des maîtres expérimentés	62	26%
6. Lire des livres et des revues pédagogiques	61	26%
7. Recevoir des conseils et des exemples par les supérieurs	31	13%
8. S'intéresser à chaque élève en particulier	19	8%
9. Attendre d'avoir quelques années de plus	8	3%

Leurs souhaits de formation sont tournés surtout vers les contenus et les processus d'enseignement, mais la demande la plus forte (37 % des répondants) concerne les liens entre le système scolaire et le développement.

Les attentes des enseignants vis-à-vis des élèves et les attitudes qu'ils souhaitent promouvoir sont un mélange d'attitudes traditionnelles et d'attentes pédagogiques actives. Les attentes complémentaires

qu'ils choisissent eux-mêmes sont essentiellement tournées vers la morale et la sociabilité.

Ils assument pleinement le fait d'avoir des rôles éducatifs à jouer dans le domaine socio-culturel. Dans les dix situations éducatives proposées, ils s'attribuent 6 fois la première place, 3 fois la deuxième place, derrière les parents, et 1 fois la troisième place, derrière les parents et les autorités religieuses. Les autres acteurs possibles de l'éducation étaient : la famille élargie, les médias (radio, journaux), les autorités politiques et les autorités médicales.

Les enseignants se donnent 6 fois la première place parmi les différents acteurs de l'éducation proposés, avec des valeurs de points décroissantes

- | | | |
|---------|-----|--|
| 1. E.7. | 985 | Apprendre aux jeunes à assumer des responsabilités |
| 2. E.6. | 959 | Organiser des activités culturelles et sportives |
| 3. E.1. | 927 | Faire réfléchir sur l'actualité |
| 4. E.3. | 917 | Laisser les jeunes donner leur avis |
| 5. E.8. | 894 | Aider à l'insertion professionnelle |
| 6. E.2. | 797 | Vivre le pluralisme positivement |

Trois fois ils se situent à la deuxième place, derrière les parents :

- | | | |
|---------|-----|---|
| 1. E.9. | 959 | Faire connaître les traditions |
| 2. E.5. | 823 | Valoriser le travail manuel |
| 3. E.4. | 807 | Aider les étudiants dans les problèmes personnels |

Une fois ils se situent à la troisième place, derrière les parents et les autorités religieuses.

CONCLUSIONS

A partir de ces éléments, on pourrait avancer l'hypothèse que la fonction enseignante n'est pas attirante. Non à cause des activités professionnelles

qu'elle implique, ni à cause des variables de situation ou de taille des écoles, mais par le peu de considération qui semble être liée à la profession, et par le fait que les enseignants n'y trouvent pas d'avantages quant à leur mode de vie. La question des salaires n'est pas différente pour les enseignants et pour les autres fonctionnaires. Ils sont faibles pour tous, et on voit mal comment y remédier. Par contre, comment créer des "espaces de vie" agréables ? Cela semble primordial.

On a envie de dire que ce qui serait le plus facile à satisfaire devrait être la demande de considération sociale. Nous en avons tous besoin et, après tout, cela ne coûte rien d'en donner.

Marguerite FREYENS-MARTIN.



HATTON AND COOKSON RWANDA
VENTE EN GROS
BP 86 KIGALI

TELEPHONE : 75321

TELEX : 22503 HATTON RW

Départements :

- Alimentation - Boissons - Quincaillerie
- Matériaux de construction
- Textiles : Wax - Kitenge - Tissus divers
- Moteurs et Groupes Electrogènes LISTER
- Electroménagers BAUKNECHT et ELECTROLUX
- Chauffe-Eau SITAM
- Pièces de rechange

HOMMAGE

LE PERE PIERRE CATTIN



Il neigeait sur le Jura, au Noirmont, au soir de la sépulture du Père Pierre Cattin, ce 4 novembre 1991. La célébration rassemblait, autour d'une vingtaine de prêtres, ses proches et les habitants du village. Quatre neveux portaient son cercueil.

Pierre était attaché à sa famille et à son coin de terre. Cependant, je ne crois pas qu'il rêvait d'un tel décor pour ses funérailles. Il était rentré en Suisse, l'an dernier, muni d'un billet de retour pour le Rwanda. Il venait d'y vivre quelque 40 ans. L'épreuve de la maladie lui fit entrevoir une autre perspective qu'il accepta avec courage, générosité et même humour. "Le Rwanda c'est *fertig*", me confiait-il - en allemand - quelques jours avant de mourir. En le disant, il esquissait un grand sourire pour pallier l'absence des mots - il avait perdu l'usage courant de la parole - comme pour rire de lui et de ses projets.

Je ne brosserai pas ici le portrait moral et spirituel de Pierre Cattin. C'est peu de dire qu'il ne laissait personne indifférent. Sa présence ne passait jamais inaperçue. Un premier abord déconcertant dévoilait bien vite un cœur sensible, compatissant et généreux. J'ose affirmer que Pierre Cattin aimait profondément le Rwanda... et l'Eglise qui est au

Rwanda. Pour servir cette cause, il n'hésitait pas à s'exposer en exprimant publiquement ses opinions, ou en prenant des initiatives parfois intempestives, au risque d'irriter et de s'aliéner des partenaires de dialogue. Mais, quelle tristesse lorsqu'il se rendait compte de n'avoir pas été compris !

Missionnaire dans l'âme, Pierre fréquentait les milieux les plus divers. A l'aise avec les majors et les caporaux, les coopérants, les étudiants, les garçons d'hôtel et une foule de gens qui n'ont pas l'habitude d'occuper les premiers bancs aux messes des dimanches. Qui mieux que lui eut pu célébrer la messe de minuit, au soir de Noël, dans le hall de l'hôtel Akagera, au milieu du Parc National, pour quelques malcroissants en attente de réveillon ? Et le lendemain de célébrer encore pour les familles rwandaises des employés, une autre messe pleine de chants et de cris d'enfants.

Pierre aimait notre revue. A l'une ou l'autre reprise, il fit intervenir ses amis suisses pour financer la parution d'un numéro spécial. C'est aussi grâce à son entremise que le Bureau Social Urbain trouva ses premiers fonds de fonctionnement. Grâce à lui encore que les "abadacogora" purent s'offrir leurs premiers camps de vacances. Pierre ne tenait pas à être félicité pour ses bienfaits. Maintenant qu'il n'est plus pour protester ou pour rougir, il est juste que cela soit dit et reconnu.

Un novice rwandais des Missionnaires d'Afrique représentait son pays lors du dernier adieu. Une présence qui est plus qu'un symbole, puisqu'elle annonce une relève. On y parlait aussi du Maître de la moisson qui envoie et rappelle ses ouvriers à l'heure fixée par lui. Dieu n'abandonne pas son oeuvre, ni les artisans qu'il s'est choisis.

Guy MUSY.

Eglise d'ici et d'ailleurs

JAMAIS PLUS LA GUERRE!

Au nom de la Conférence Episcopale du Rwanda, son président, Mgr Thaddée NSENGIYUNVA, évêque de Kabgayi vient de lancer un appel pathétique en faveur des déplacés de la guerre. "ENFIN !", disons-nous, car cet appel nous l'attendions. Nous le remercions donc de cette parole venue du fond de son cœur, du cœur de l'Eglise, en faveur des milliers de victimes malheureuses de cette guerre atroce.

Car il faut avoir vu la situation dramatique de ces personnes déplacées, pour comprendre l'urgence et l'ampleur de l'action à entreprendre. Pour la seule commune de Muvumba (préfecture de Byumba), ils sont 21.000, soit le tiers de la population totale de cette commune. Le camp de Rwebare que nous avons visité en novembre 1991 n'avait pas de tente. Il compte 6.000 personnes entassées sur un petit espace sous des feuilles de bananiers ou de papyrus. Ces familles, dont chacune se recroqueville sur 2m², sont mouillées jusqu'aux os par la pluie, transies de froid, tenaillées par la faim, décimées par la maladie, menacées par le désespoir. La cuisine se fait à l'extérieur car le risque d'incendie est grand. Mais qu'un vent violent se lève et plusieurs de ces abris de fortune risquent de brûler à la chaîne. Mieux vaut donc être mouillé par la pluie.

Le sort de ces gens est moins enviable que celui des prisonniers qui, au moins, ont un toit et de quoi manger. Il est plus dramatique que celui des réfugiés qui bénéficient d'une aide du Haut Commissariat pour

les réfugiés. Les déplacés de la guerre ne peuvent y prétendre puisqu'ils ne rentrent pas dans cette catégorie. La Sainte Famille était certainement mieux logée dans la grotte de Bethléem, car elle ne souffrait pas des intempéries.

Nous devons tout faire pour aider ces victimes de la guerre. Nous ne pouvons pas rester indifférents. La parabole du Bon Samaritain s'applique peut-être à nous et, comme les notables de Jérusalem, nous avons trouvé mille excuses pour ne pas intervenir :

- "La région est trop dangereuse. Je risque moi-même d'être attaqué en chemin par les bandits..."
- "Je ne connais pas cet homme : il n'est pas de ma région, de mon ethnie. Il n'est pas juif comme moi. C'est un Samaritain, un étranger !"
- "Je suis prêtre et je n'ai pas le temps. Je dois assister à la réunion du Sanhédrin et je ne puis me permettre d'être absent : c'est trop important !"
- "Aider ? C'est l'affaire des organismes internationaux comme la Croix-Rouge. Je ne suis pas concerné !"

Aucun de ces prétextes n'est valable car cette aide s'impose. Une présence visible de l'Eglise dans les camps est souhaitable. Une équipe de religieuses pourrait aider les malades, les enfants, réconforter les uns et les autres. Quant à ceux et celles qui ne peuvent pas rester sur place, pourquoi n'y rendrait-il pas une visite ? C'est toujours possible.

Après avoir vu la situation déplorable de ces victimes de la guerre, victimes innocentes, nous aurions envie de reprendre à notre compte le cri de Paul VI du haut de la tribune de l'ONU : "Plus jamais la guerre !"

Et de nous poser les questions suivantes : peut-on encore penser, en conscience et devant Dieu, que la continuation de cette guerre est utile, justifiée ? N'y a-t-il pas d'autres moyens pour résoudre les problèmes, si graves soient-ils ? La continuation de la guerre ne va-t-elle pas rendre plus difficile encore le retour légitime des réfugiés ? Quant aux problèmes politiques, n'existe-t-il pas de méthodes plus démocratiques pour arriver au pouvoir ? Ne faudrait-il pas franchement et sans ambiguïté demander l'arrêt des hostilités ?

Les partis politiques, les Eglises, les chrétiens, et plus encore leurs pasteurs, qui ont reçu l'Esprit qui n'est pas un Esprit de peur, de diplomatie ou de silence, mais un Esprit de force, de paix, de confort, devraient intervenir pour demander l'arrêt de la guerre. Soyons la voix de ces familles, de ces enfants dans la détresse.

Si nous sommes chrétiens, craignons que notre Maître, à son retour, ne nous trouve en train de nous entredéchirer. Rappelons-nous la parabole du mauvais serviteur (Luc 12,45) qui mangeait, buvait, s'enivrait et se rendait coupable de toute sortes d'infirmités. Il fut retranché, mis à part avec les infidèles.

Puisse Noël 1991 être un Noël de paix, et que tous ceux qui souffrent de la guerre connaissent un peu de joie, l'espoir et la vraie paix. "PAIX SUR TERRE, AUX HOMMES QUE DIEU AIME !"

Gabriel MAINDRON.



UNE MEILLEURE FORMATION CHRETIENNE POUR TOUS

Les Centres de ressourcement chrétien et spirituel vous proposent leur programme de recollections pour janvier-février 1992.

- Le 5/1 : au Centre Christus (en kinyarwanda) sur le thème "Muri umunyu w'isi".
- Le 12/1 : au Centre "Mater Carmeli", en français.
- Le 12/1 : au Centre Christus, avec le père Claes-sens, en français ; "Avance en eau profonde et laisse Dieu être Dieu en toi".
- Le 19/1 : à Gihindamuyaga, en français.
- Le 19/1 : à la Maison St Benoît, en français.
- Le 19/1 : au Foyer de Charité, avec le père Claes-sens ; "La merveilleuse aventure de la foi".
- Le 2/2 : au Centre Christus (en kinyarwanda) sur le thème "Muri umunyu w'isi".
- Le 2/2 : au Foyer de Charité, (en kinyarwanda) avec l'abbé Servilien NZAKAMWITA.
- Le 9/2 : au Centre "Mater Carmeli", en français.
- Le 16/2 : à Gihindamuyaga, en français.

Adresses et renseignements :

- CENTRE CHRISTUS - Pères Jésuites - REMERA - B.P. 666 - KICALI Tél. 86585;
- MONASTERE DE GIHINDAMUYAGA-Pères Bénédictins-B.P. 222-BUTARE;
- FOYER DE CHARITE-RETERA-RUHONDO - B.P. 53 - RUHENGEREI. Tél. 46432;
- MAISON "MATER CARMELI" - Pères Carmes - B.P. 90 - BUTARE-BUYE. Tél. 30465;
- MAISON ST BENOIT - Soeurs Bénédictines-KICUFI - B.P. 124 - GISENYI. Tél. 40054.

Garnet



OCTOBRE - Rwanda NOVEMBRE 1991

GUERRE D'OCTOBRE

Déclenchée le 1er octobre 1990, la Guerre entre le Rwanda et le Front Patriotique Rwandais (F.P.R.-Inkotanyi) entre dans son 15e mois. Malgré des promesses de part et d'autre de négociations politiques directes, à partir du 15.9.1991, pour la signature d'un cessez-le-feu, les combats continuent sur la frontière rwando-ugandaïse.

En vue d'une solution pour la fin de cette guerre, et pour la réconciliation nationale, le Chef de l'Etat, le Général Major Juvénal Habyarimana, a soumis aux députés du Conseil National pour le Développement (C.N.D.) deux projets de loi à adopter dans les plus brefs délais. Il s'agissait d'une loi portant amnistie générale et voie de solution au problème des réfugiés rwandais et d'une loi portant amnistie de

certaines infractions. C'était le 30 septembre. Quatre jours plus tard (le 4.10), les deux lois étaient adoptées, sans que cela influe en rien sur le déroulement de la guerre. Le 19.10, la Cour Constitutionnelle déclarait la 1ère loi inconstitutionnelle, car contraire aux articles 16 et 23 de la Constitution de juin 1991, relatifs à l'égalité des citoyens et à la propriété privée.

Lors de la soumission de ces deux projets au C.N.D., le président de la République avait demandé au ministre à la présidence chargé de la coordination des activités gouvernementales "*d'invier dans les meilleurs délais*" tous les responsables des partis d'opposition à une concertation pour élaborer une plate-forme pour l'arrêt de la guerre. Le 2.10 les partis M.D.R. (Mouvement Démocratique Républicain), P.S.D. (Parti Socialiste Démocratique) et P.L. (Parti Libéral), rassemblés en un "Comité de concertation" ont décliné cette offre. Ils ont réaffirmé qu'ils ne participeraient plus à des rencontres avec le président de la République tant que ne sera pas défini clairement un cadre de collaboration. Celui-ci suppose la mise en place d'un gouvernement de transition dirigé par un premier ministre nommé avec leur assentiment. Entretemps, la guerre continue avec ses cortèges de misères, de pertes matérielles et en vies humaines, et le calvaire des nombreux déplacés.

NOMINATION D'UN PREMIER MINISTRE

Le 13.10, le Chef de l'Etat nommait un premier ministre en la personne de M. Sylvestre NSANZIMANA, actuel ministre de la Justice. Le lendemain, à l'occasion de la réouverture officielle de l'Université Nationale du Rwanda (U.N.R.), le Président de la Ré-

publique précisait la mission qu'il assignait à ce Ministre. A savoir : former dans les plus brefs délais "un gouvernement ouvert à diverses sensibilités politiques" qui devra s'atteler à trois tâches principales : les négociations politiques avec le F.P.R. pour arrêter la guerre; la mise au point du processus électoral pour mener à terme et rapidement la période de transition; la maîtrise du P.A.S. (Programme d'Adjustement Structurel").

Le premier ministre devra également "*proposer la mise en place d'un comité composé d'un petit nombre de sages, sorte d'instance de recours*" pour le bon fonctionnement du jeu démocratique. Cet organe pourra continuer à fonctionner même après la période transitoire.

Mais la première urgence dont devra s'occuper le gouvernement, transitoire est de "*statuer sur la réorganisation des services, les organigrammes correspondants ainsi que sur un projet de loi concernant l'organisation de la défense et de la sécurité de notre pays*".

REACTION DES PARTIS D'OPPOSITION

Le 15.10, les 5 partis alors reconnus ont fait connaître leur position face à cette nomination. Le M.R.N.D. (Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement), parti du Chef de l'Etat dont est issu le premier ministre, a approuvé sans réserve cette décision, et loué la sagesse de son Président qui ne pouvait faire un meilleur choix. Il s'est dit prêt à participer au gouvernement de transition. De son côté le P.D.C. (Parti Démocratique Chrétien) s'est réjoui de cette initiative du Chef de

l'Etat, affirmant qu'il avait agi conformément à la Constitution et qu'aucun parti ne pouvait prétendre à quelques faveurs. Selon ce parti, tous devraient assister le Chef de l'Etat au lieu de lui prêter injustement de mauvaises intentions.

Quant aux partis M.D.R., P.S.D. et P.L., ils ont contesté la procédure du Chef de l'Etat, car contrairement au "cadre de gestion concertée" prônée par lui-même les 20 et 30 septembre 1991.

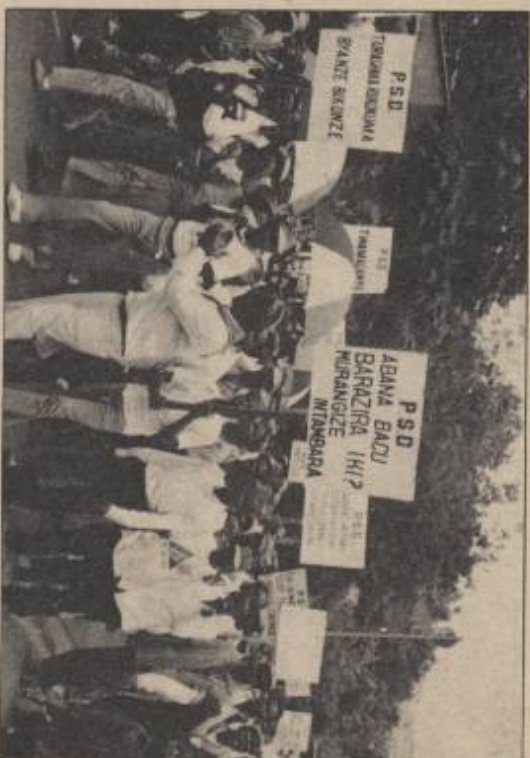
Et de rappeler leurs conditions pour la participation à un gouvernement de transition telles qu'exprimées au Chef de l'Etat dans un message qu'ils lui avaient adressé le 10.10.1991. Parmi elles : nommer un premier ministre sur proposition des partis politiques appelés à participer à ce gouvernement, ne permettre à aucun parti de détenir plus d'un poste parmi les suivants : présidence de la République, 1er ministère, ministère de la défense, ministère de l'intérieur, faire en sorte que le programme du gouvernement provisoire comporte, entre autres, la convocation d'une Conférence Nationale Souveraine, cette dernière devant se tenir dans un délai de 6 mois, modifier certains articles de la Constitution relatifs à la présidence du Conseil des Ministres (art. 44.2 et 51.5), présidence confiée dans ces articles au président de la République, jurer fidélité à la République et non au Chef de l'Etat.

Ces conditions expliquent, peut-être entre autres, pourquoi plus d'un mois après sa désignation, le premier ministre n'a toujours pas formé son gouvernement. Or, son mandat ne devient effectif qu'après prestation du serment.

M.R.N.D. — PARTIS D'OPPOSITION : DIFFICILE DIALOGUE

Un réel malaise existe entre le M.R.N.D. et les partis rassemblés en "Comité de Concertation" (M.D.R., P.S.D., P.L.). Quelques signes suffisent pour le prouver.

- Les deux rencontres entre le Chef de l'Etat et les chefs des partis se sont soldées par un échec.
- Le 1.10.91 le Comité de Concertation a adressé au Ministre de l'Intérieur et du Développement Commercial un "recours gracieux" contre la reconnaissance du M.R.N.D., car contraire à la loi sur les partis. Celle-ci interdit en effet aux membres des forces armées et de police en activité et aux magistrats de carrière d'adhérer à un parti politique. Or, le M.R.N.D. a été fondé par un militaire (Juvénal Habyarimana) et compte dans ses adeptes du magistrats de carrière (Antoine Habyambere, Prosper Mugiraneza, Ignace Rudahunga).
- Le 10.10.91, le même Comité de Concertation a envoyé une lettre au Président de la République dans laquelle il indiquait les conditions nécessaires pour la participation à un gouvernement de transition (cf plus haut).
- Le 7.11.91, les trois partis adressaient au même président de la République une lettre dans laquelle ils expliquaient le contenu de leur lettre du 10.10.91 et faisaient des propositions concrètes. Le 17.11.91, les mêmes trois partis, auxquels s'est joint le P.S.R. (Parti Socialiste Rwandais) ont organisé à Kigali une marche qui aurait rassemblé de 13 à 14.000 personnes, pour demander la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine.



A la marche du 17.11, les panneaux étaient nombreux

■ Le 19.11, le Comité de Concertation envoyait une nouvelle lettre au président de la République le mettant en garde contre le danger d'une explosion sociale et "déclinant toute responsabilité qui découlerait du retard ou du refus de considérer la présente dans toute sa dimension".

■ Le 20.11, le même Comité de Concertation publiait un Communiqué de presse dans lequel il dénonçait la manœuvre du Comité Central du M.R.N.D. annoncée le jour même, de proposer les élections nationales à tous les échelons entre mars et juin 1992. Pour les trois partis "il serait irresponsable de la part du gouvernement d'organiser des élections tant que la guerre n'est pas terminée, la sécurité restaurée et les bases d'une compétition libre et démocratique consolidée".

Ce n'est que le 27.11, par la voix du ministre à la présidence de la République chargé de la Coordination des activités gouvernementales, que le Chef de l'Etat a répondu aux différents courriers des 3 partis. Tout en refusant la révision de la Constitution du 10.6.91 dans l'immédiat, le président de la République recommande aux trois partis de "finaliser rapidement avec le premier ministre désigné, un contrat de gouvernement de transition qui précise le mandat du dit gouvernement, la période de son exécution et les engagements à prendre par toutes les parties prenantes au dit contrat de gouvernement pour son exécution. Ainsi, il revient aux partis politiques appelés à former le gouvernement de coalition de discuter avec le premier ministre du programme gouvernemental, y compris l'opportunité d'organiser une Conférence Nationale".

RECONNAISSANCE D'UN 7e PARTI

Le 7.11, un 7e parti a été reconnu officiellement. Il s'agit du R.T.D. (Rassemblement Travailliste pour la Démocratie) dont le président intérimaire est M. Emmanuel NIZEYIMANA. Né du divorce entre les fondateurs du P.S.R., le nouveau parti a beaucoup de sympathie et d'affinité avec le Comité de Concertation qui lui a d'ailleurs demandé d'y adhérer. Comme ce Comité, le R.T.D. déplore que le Chef de l'Etat n'ait pas consulté les partis d'opposition avant de nommer le 1er ministre, mais n'est pas opposé à faire partie du gouvernement de transition. Quant à la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine, le R.T.D. soutient cette idée pour pouvoir sortir le pays du borbier dans lequel il s'enfonce chaque jour. Pendant ce temps deux autres partis politiques sont nés le 30.11. Il s'agit du P.D.I. (Parti pour la Démocratie

Islamique) et le PARECO (Parti des Ecologistes). En attendant leur reconnaissance, cela porte à 9 le nombre des partis politiques officiellement déclarés dans notre pays.

ASSEMBLEE GENERALE DES BANQUES POPULAIRES

Les 1 et 2.11, les Banques Populaires du Rwanda tenaient leur Assemblée Générale (A.G.) annuelle, au Centre IWACU (Kigali). L'A.G. a pris plusieurs décisions dont la plus grande a consisté en la création de 3 directions autonomes coiffées par un secrétariat général. A savoir : la Direction des Banques Populaires, la Direction du Réseau, la Direction du Contrôle.



De gauche à droite : Siméon NSABIMANA, Bernard TAILLEFER, Charles KAYINAMURA, Augustin BIZIMANA et Aloys RUKEBESHA.

SIGNEES DU TEMPS

Il ne se passe presque pas de jour sans que la presse (écrite et/ou parlée) ne nous informe sur des bagarres (écoles, prisons), des grèves ou otages des cadres de projets ou du service d'exploitation du Ministère des Travaux Publics, de l'Energie et de l'Eau pour raison de non paiement des salaires et des frais d'expropriation (Nyabikondo et Kigali), des grèves (UTEXRWA), des vols à mains armées (individuels ou par bandes), des crimes crapuleux. De plus en plus de gens vivent dans la peur et l'insécurité à Kigali comme à l'intérieur du pays. Les partis d'opposition dénoncent les vexations et les persécutions de toutes sortes dont sont victimes leurs adhérents.

Dans le même temps, des associations pour la défense des droits de l'homme dénoncent la violation presque quotidienne de ces droits, jusqu'à des assassinats que le pouvoir semble couvrir, laissant leurs auteurs impunis. Quant à la presse privée (une partie), avec audace, elle critique et publie des caricatures du Chef de l'Etat, personnage jusqu'alors sacré.

La critique vient également de l'intérieur même du M.R.N.D. ou de l'armée. Après le Bourgmestre de la Commune Rushashi qui avait quitté le M.R.N.D. le 15.9.1991, et qui a été par la suite démis de ses fonctions, ce fut l'Amicale de Byumba. Dans une lettre datée du 22.10.91 adressée au Chef de l'Etat, celle-ci a demandé la réintégration dans l'armée de leurs anciens collègues chassés de l'armée, victimes de l'arbitraire et de sanctions injustes. A leur

tour, les autorités du M.R.N.D. de la même préfecture de Byumba, ont fait savoir, le 10.11.91, au président de la République, qu'il leur était difficile, désormais, de défendre son parti. A moins que, comme Chef suprême, il résolve d'abord 4 problèmes de cette préfecture. A savoir : une meilleure représentation de la préfecture dans le gouvernement, la réintégration dans l'armée des officiers originaires de Byumba renvoyés, une meilleure représentation de la préfecture dans les emplois, la création d'une école secondaire dans la région du Buganza. Cette lettre a été signée par 50 personnes dont 16 responsables du M.R.N.D.

UNE MORT PEU ORDINAIRE

Le 25.10, M. David GATERA, petit frère de M. Justin MUGENZI, président du Parti Libéral (P.L.) et P.D.G de la SOKWACI (usine de fabrication de tuyaux en PVC), tombait sous les balles d'un tueur, dans sa résidence, vers 6 heures du matin. Il s'agit d'un soldat du nom de André Muhirwa, surnommé Kizungu-Ninja. La nouvelle se répandit comme une trainée de poudre sans qu'on en sache le mobile : crime politique ou vengeance personnelle car M. David aurait fait assassiner, en 1987, le père du soldat Muhirwa, M. Kimonyo, alors huissier au Ministère de la Justice ?

En attendant que l'enquête n'établisse la vérité, cette mort a déjà fait couler beaucoup d'encre dans les publications du pays, souvent avec un parti pris. Pour désamorcer la crise et prévenir un cycle de violence, un Groupe de Sympathisants de la Non Violence a envoyé, le 28.10, une lettre à M. Mugenzi, Président du Parti Libéral, pour l'inviter à garder le calme et à oeuvrer pour la paix et la réconciliation.

BRAS DE FER MGERS SEBUNUNGURI-NDANDALI (suite)

Le bras de fer entre Mgr Adonia Sebununguri, évêque du diocèse de Kigali de l'E.F.R. (Eglise Episcopale du Rwanda) et Mgr Justin Ndandali, évêque du diocèse de Butare vient de connaître deux nouveaux rebondissements les 18.10 et 17.11.

En effet, le 18.10, par arrêts n° 594/14.06/91 et n° 595/14.06/91, le Conseil d'Etat cassait l'arrêt ministériel n° 81/05 du 30.04.91 et la décision des Provinces du Burundi et du Zaïre du 31/8/91 déposant Mgr Justin Ndandali de son siège de Butare en faveur de Mgr Augustin Nshamihigo, évêque du diocèse de Shyira. Juridiquement Mgr Ndandali reste donc évêque de Butare.

Fort de cette reconnaissance et pour devancer Mgr Adonia Sebununguri qui se préparait à créer le diocèse de Byumba le 24.11, Mgr Ndandali a créé, le 17.11, trois nouveaux diocèses (Shyogwe, Kigeme et Cyanguu) et nommé un évêque coadjuteur. Ces 4 évêques ont été sacrés le 25.11 à Butare. La création de ces diocèses a naturellement provoqué un tollé de la part de Mgr Sebununguri et de ses supporters.

Lors de l'érection du diocèse de Byumba, le 24.11 (cérémonies auxquelles assistait le Chef de l'Etat), l'archevêque du Burundi a annoncé que le 1er décembre les Provinces du Burundi et du Zaïre et Mgr Sebununguri allaient sacrer un nouvel évêque de Butare. S'achemine-t-on vers un schisme ou la création de deux provinces au Rwanda ? L'avenir nous le dira.

MERCI, ABBÉ CASAS !



L'abbé CASAS au moment de la remise de la décoration

Après 25 ans de ministère sacerdotal au Rwanda, l'abbé Jean CASAS a été décoré par le Ministre de l'Intérieur et du Développement communal, M. Faustin MUYAZESA, de la médaille de Chevalier de l'Ordre National de la Révolution. C'était après une messe d'action de grâce célébrée en l'église Ste Famille de Kigali, quelques jours avant son départ pour l'Europe. Arrivé au Rwanda le 31 janvier 1966, ce prêtre catholique de 50 ans (il est né en 1916) a été aumônier national de la J.O.C/F (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et du Mouvement Xavéri (18 ans), des Equipes Enseignantes (17 ans) et de l'A.R.T.C. (Association Rwandaise des Travailleurs Chrétiens - 10 ans). Son œuvre a pris de l'envergure à partir de septembre 1973 quand il lança la J.O.C./F. dans la ville de Kigali.

DIALOGUE.

RWANDAMOTOR S.A.

RENAULT 19
4 PORTES,
L'ÉLEGANCE
EST SA GRANDE
FORCE.

La Renault 19 se fait partager sans compter sa générosité : accablante, élégante, spacieuse, elle est toujours prête à partir à la découverte du monde. Motorisations neuves ou diesel puissantes, climatisation, confort, toutes les dernières valeurs sûres.

RENAULT
LES VOTURES À VIVRE



NAHV RWANDA SARL

PEUGEOT

MITSUBISHI

HONDA

PHILIPS

B.P. 626 Kigali
Tél.: 75449 - 75458 - 75655 - 76978
Dépt. véhicules
Tél.: 75333 - 75338

A travers livres et revues

KALIBWAMI Justin, *Le Catholicisme et la Société Rwandaise (1900-1962)*, Editions Pré-sence Africaine, 1991, 600 pages.

Si l'on me demandait de présenter cet ouvrage en trois mots, je dirais simplement "livre à recommander". Ayant *"bénéficié du soutien financier du gouvernement rwandais"* (p. 6), l'auteur a réalisé un travail important sur l'histoire du Rwanda depuis la première heure de ce siècle jusqu'à la visite du Pape Jean-Paul II en septembre 1990 (travail appelé à devenir un classique sur le sujet).

Dans un style simple et clair, le livre capte et canalise toute l'attention du lecteur et donne l'en-
vie de le lire en quelques heures, bien que cela soit malheureusement impossible. L'auteur divise son oeuvre en 5 grands chapitres, avec une postface et une introduction. Celle-ci présente l'intérêt de l'auteur pour le sujet et ce qui le soutient : la dynamique sociale (p. 8-12); son but : participer à cette dynamique (p. 13-16), sa méthodologie basée sur le matérialisme historique de Marx et Engels (p. 19-29) et ses sources : les archives allemandes, belges, celles de l'ONU, de l'Eglise catholique et divers entretiens et souvenirs personnels (p. 29-33).

Dans les deux premiers chapitres, l'auteur nous présente les deux personnalités à l'heure du rendez-vous : la société rwandaise traditionnelle et l'Eglise catholique. La première, essentiellement féodale (pouvoir politique fortement organisé et hiérarchisé), se révèle à la seconde avec ses rapports so-

ciaux injustes, tels que l'Europe en vivait à l'époque du Moyen-Âge, séduit par ce pays, le catholicisme se rangera officiellement du côté du régime oppressif tutsi. Ce mariage d'intérêt ne sera célébré que le 12/11/1991 à la destitution du Mwami Ntshungu, "ce à quoi s'employa d'une façon active Mgr Classe".

Le chapitre III nous présente la lune de miel qui ne durera que les 20 premières années du règne de Mutara III Rudahigwa. Le catholicisme connaîtra alors le succès éclatant que l'on sait; le zénith sera atteint le jour de la dédicace du pays de Gihanga au Christ-Roi par le Mwami, le 27/10/1946, cérémonie décrite en détails (p. 282-286). Mais le divorce ne tardera pas. C'est l'objet du quatrième chapitre qui présente un catholicisme partisan de réformes sociales pour plus de justice. Les autorités politiques ne l'entendent pas de cette oreille: ils veulent conserver leurs privilèges. L'auteur nous présente alors un catholicisme qui passe subitement du camp des Pharaons à celui de Moïse, et participe activement à la libération du menu peuple (p. 415-446).

Le cinquième et dernier chapitre analyse le double succès du catholicisme sur les plans évangélique et socio-politique. La raison majeure de ce succès a été déjà citée: la similitude entre les structures socio-politiques du Rwanda des années 1900-1962 et celles de l'Europe médiévale dans laquelle l'Eglise catholique a évolué.

Qui est l'auteur de ce gros livre? Justin Kalibwami, tutsi, qui a exercé le métier de journaliste à Kinyamateka, qui a soutenu activement la Révolution socio-politique de 1959, et surtout qui a été prêtre et témoin du Concile Vatican II... Il ne peut qu'être progressiste et réaliser une oeuvre aussi impartiale que celle-ci (couverture p. 4).

Enos NSHITIMANA.

GUTIERREZ Gustavo, La libération par la foi. Boire à son propre puits. Ed. du Cerf, 1985.

Ce livre m'a bouleversé. Il explique en quelques 160 pages quelle peut être la spiritualité de chrétiens qui se sont mis au service de leurs frères dans un processus de libération intégrale de l'homme.

L'auteur le fait à partir de ce qui se vit en Amérique latine, tout spécialement dans les communautés ecclésiales de base. Il ne s'agit donc pas d'un traité de spiritualité, mais en quelque sorte d'une série de "photos" prises sur le vif, d'instantanés expliqués par un théologien. Les chrétiens des communautés de base d'Amérique latine vivent, à travers les événements de tous les jours et leurs engagements souvent héroïques, l'avènement du Royaume dans leur vie et dans leur société. C'est dans ce tissu vital qu'ils trouvent Jésus-Christ et que Jésus-Christ les retrouve. Il s'agit donc d'une théologie spirituelle à partir de la vie et de la pratique (la "praxis" comme on aime à dire par là). C'est bien vrai que la théologie de la libération a toujours essayé de partir des situations vécues: là-bas on ne fait pas de la théologie à partir de son bureau, mais en se mêlant au combat des hommes pour plus de justice et de fraternité.

Cette théologie n'est pas un ersatz, une théorie de seconde zone, mais un authentique discours sur Dieu. À travers des situations -souvent dramatiques- vécues par les pauvres et les opprimés, on trouve réellement le Dieu de Jésus-Christ. Une constante revient dans ce livre, une constante que l'on peut trouver également dans la Bible (tant l'Ancien que le Nouveau Testament): pas possible de parler de Dieu et à Dieu, pas possible d'écouter Dieu, si en même temps on ne vit pas dans la justice et la cha-

rité. Jésus lui-même ne s'est-il pas identifié à celui qui a faim, qui a soif, qui est nu, qui n'a pas de maison, qui est en prison, malade ou en deuil ? Ce texte de Mathieu 25 revient très souvent sous la plume de l'auteur.

Ce qui doit se remarquer également, c'est le souci de cette théologie spirituelle de se raccrocher aux grands courants traditionnels de la spiritualité chrétienne, en les réinterprétant pour notre temps : n'avaient-ils pas trouvé eux aussi leur source dans le contexte de leur époque ? "Boire à son propre puits" est une expression tirée de St Jean de la Croix. Les références à St Ignace de Loyola et à Ste Thérèse d'Avilla sont également nombreuses.

Ajoutons également que l'on retrouve dans les témoignages des chrétiens de ce sous-continent, des textes qui font une allusion presque littérale à ce que vivaient les martyrs du temps de Néron. Certes, le contexte est différent : les lions de l'arène se sont transformés en fusils automatiques, les empereurs romains sont devenus des multinationales ou les grands propriétaires fonciers, mais la présence du témoignage jusqu'au sang se rencontre encore tous les jours : "Sillons parfois arrosés de sang de ces témoins (martyrs) de l'amour de prédilection de Dieu envers les pauvres, qui marque à présent de façon indélébile et féconde la vie de l'Eglise du sous-continent. Scellés par ces martyrs, la suite de Jésus et la réflexion théologique qui en découle se fraient un chemin dans ce continent. Terre de la mort prématurée et injuste, mais aussi de l'affirmation chaque fois plus forte du droit à la vie et de la joie pascalle" (p. 14). Un livre tonique et vivifiant ! Il a en plus l'avantage d'être en vente à la Librairie Caritas à Kigali.

Michel DONNET.

Dialogue et ses lecteurs

RESULTATS DU SONDAGE DE SEPTEMBRE 1991

Comme annoncé dans l'éditorial, voici le résultat de notre dernier sondage. Il a permis à votre revue de devenir mensuelle, tout en gardant son format actuel. Il ne dépend que de vous de nous aider à l'améliorer encore dans l'avenir !

Nombre de réponses obtenues

Au 1er novembre, date limite de renvoi des réponses, nous avions enregistré 150 réponses. 5 devaient arriver par la suite. Ce chiffre correspond à plus ou moins 10 % de nos abonnés, ce qui prouve l'intérêt manifeste des lecteurs pour leur revue.

Périodicité

1. Souhaitez-vous que la revue DIALOGUE

- devienne mensuelle	75%	☒ 112
- reste bimestrielle	20%	☐ 30
- indifférent	5%	☐ 8

La grande majorité de nos lecteurs désirent que leur revue devienne mensuelle. Un certain nombre souhaite garder la tradition. Un petit "reste" (8 personnes) est indifférent. Ce résultat est encourageant car il montre que notre proposition de rendre la revue mensuelle répond réellement au désir de la plupart d'entre vous.

Format actuel ou brochure

Seul un tiers de nos lecteurs désirent le format brochure et ce, malgré les avantages envisagés. Mais

2. Souhaitez-vous que DIALOGUE adopte un nouveau format plus grand, par exemple le format brochure (16,5 cm x 20 cm)?

- format brochure ☐ 52 ☐ 35%
- format actuel ☐ 90 ☐ 60%
- indifférent ☐ 8 ☐ 5%

sons à l'appui : "format beaucoup plus pratique; mieux conservable; pratique pour la bibliothèque; on peut le mettre facilement en poche". D'autres encore, peut-être par pur traditionalisme. C'est aussi leur droit. Un très petit nombre reste indifférent.

Vos sujets préférés

3. Souhaitez-vous que DIALOGUE consacre plus de place aux sujets suivants :

- politiques ☐ 2
- économiques ☐ 3
- sociaux ☐ 1
- culturels ☐ 5
- religieux ☐ 4

Classez par ordre vos préférences en mettant des chiffres 1, 2, 3, 4, 5.

par les questions politiques. Viennent ensuite, selon le tableau des sujets cités en première place, les problèmes économiques, religieux et, loin derrière, culturels. C'est sans doute un signe des temps qui confirme néanmoins les résultats du sondage de 1983. Avec pourtant une différence de taille : en 2e position en 1983, la religion "chute" à la 4e place, au profit de la politique qui occupait ce rang en 1983.

Tableau des résultats

Cités en	1e place	en 2e	en 3e	en 4e	en 5e
politique	39	30	26	23	22
économique	29	32	30	27	12
social	44	41	42	8	5
culturel	9	25	15	57	35
religieux	19	12	27	25	57

Une remarque : le total des chiffres obtenus dans les différentes colonnes n'est jamais égal à 150, car certains ont "oublié" de remplir toutes les cases, ou affirment n'avoir pas de préférence. Alors que 10 lecteurs ont tout simplement suivi l'ordre donné, 4 l'ont inversé.

Petit commentaire

On le voit, nos lecteurs sont de tout bord et de toutes les tendances. Ceci est confirmé par les quelques commentaires ajoutés au sondage. Tels : "Merci, bonne continuation; bon courage; bon travail pour l'avenir; gardez vos analyses de fond; c'est bien comme vous faites actuellement". Mais tous ne sont pas aussi satisfaits, d'où des souhaits, des conseils : "Il faut suivre l'actualité et choisir les sujets en conséquence; les nouvelles religieuses doivent être oecuméniques. Il faut aborder les problèmes écologiques, parler de la théologie de la libération; il faudrait créer un second DIALOGUE qui commenterait davantage l'actualité, en laissant au DIALOGUE actuel le traitement des articles de fond".

D'autres sont franchement critiques : "Laissez tomber le carnet; soyez beaucoup plus critiques envers

les doctrines officielles; ne vous complaisez pas dans l'autoédification et l'autoencensement. Je regrette depuis longtemps l'absence d'articles sur les moyens de communication, en général, au Rwanda : transport de marchandises, travaux routiers, télécommunications (développement du FAX), etc".

A vous tous qui avez pris la peine de répondre au questionnaire, nous remercions "MERCi". Même et peut-être plus encore à ceux qui ont osé nous critiquer. Ils nous évitent ainsi la tentation de dormir sur nos lauriers.

La Rédaction.



SOCIÉTÉ RWANDAISE D'ASSURANCES

B.P. 924 • Boulevard de la Révolution
73719 - 73716 • Fax 73362
KIGALI - RWANDA

ASSURANCES TOUTES BRANCHES

AU SERVICE DU PARTICULIER ET DE L'ENTREPRISE

GRUPE UNION DES ASSURANCES DE PARIS



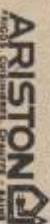
MURRI
FRÈRES S.A.R.L.

FIVECO

FUAT

PIRELLI

ELECTROMENAGERS



75979 - 73538
75489 - 76368

Courrier des lecteurs

LIMITATION DES NAISSANCES ET RESPECT DE LA PERSONNE

L'article "Comment aborder le problème démographique" de Jan VANKRUNKELSVEN paru dans le n° 148 (septembre-octobre 1991) a suscité en moi plusieurs interrogations quant aux considérations sur le rôle de l'Eglise, la position et l'attitude de l'auteur.

En fouillant quelques documents de l'Eglise qui traitent de la question démographique et en m'entretenant sur cette question avec certaines personnes mariées, j'ai été amené à faire la réflexion suivante.

La complexité et l'acuité du problème démographique inquiètent bon nombre de Rwandais et certaines familles sont dans l'embarras quant à la méthode à utiliser pour la régulation des naissances. Cependant, il ne faudrait pas s'attarder sur le choix de telle ou telle méthode car le noeud du problème démographique ne réside pas là.

À mon avis, ce problème ne sera définitivement résolu que quand les gens auront une profonde compréhension de la spiritualité du mariage pour saisir le véritable sens de la sexualité assumée et responsable. Et quand les conjoints auront compris qu'ils sont appelés à collaborer au bonheur intégral de l'humanité entière, malgré les sacrifices que cette entreprise leur impose.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Pour être efficace, la politique de limitation des naissances doit prendre des mesures adaptées, conformes aux exigences de la loi morale, et respectueuses de la nature humaine, de la volonté divine ainsi que de la juste liberté du couple. La décision relative au nombre d'enfants à mettre au monde ne peut jamais être laissée à la discrétion de l'autorité publique. Il serait illusoire de prétendre que l'Etat a le dernier mot dans la politique de réduction des naissances.

L'Etat doit non seulement viser les intérêts de la nation en général mais aussi ceux de la famille et de chaque citoyen en particulier. Pour les chrétiens qui considèrent la famille comme une Eglise en miniature (*Ecclesia domestica*), il n'est pas étonnant qu'une méthode prônée au niveau familial soit appliquée au plan national. En conséquence, compte tenu des effets secondaires des méthodes artificielles, surtout dans les pays où n'existe aucun suivi médical, les méthodes naturelles s'imposent.

Il est vrai que celles-ci présentent des limites et demandent un investissement énorme quant à la sensibilisation. Mais il faut affirmer que les familles chrétiennes et non-chrétiennes sont unanimement d'accord pour dire que les méthodes naturelles pratiquées dans la compréhension mutuelle, dans la charité et dans le dépassement continu, aident les conjoints à pénétrer de plus en plus le secret de la vie et à communier davantage. La continence volontaire ne signifie nullement la diminution de l'amour ou le mépris de la sexualité. Au contraire, elle préserve

LE RÔLE DE L'ÉGLISE

L'amour de l'individualisme et de l'égoïsme, le positivisme et le développement. Puisque l'homme n'est ni principe, ni maître de la vie, il doit se conduire selon l'intention créatrice de son Maître, inscrite dans sa masculinité ou dans sa féminité. Ainsi, il s'appliquera à connaître les rythmes de la fécondité et à régler sur eux son comportement sexuel, afin de vivre conformément à la dignité propre à une créature dotée de valeurs d'intelligence et de volonté.

Cependant, au nom de la transcendence de sa mission, l'Eglise ne doit jamais bloquer la recherche des solutions aux problèmes majeurs du pays. Elle a l'obligation de reconnaître que l'Etat a le droit, en vue du bien commun, d'instaurer "une politique de population". Mais cette reconnaissance n'exclut pas son droit et son devoir de condamner et de rejeter avec force, toute contrainte exercée par des autorités en faveur de la contraception. C'est pourquoi, dans l'instauration d'une "politique de population", l'Etat est appelé à respecter la personne humaine, ses droits inaliénables et à lui assurer son bien véritable et intégral.

L'Eglise a ainsi le droit de se poser comme conscience du monde. Cette attitude ne peut être taxée d'ingérence, car elle exerce plutôt son rôle spécifique de mettre en relief les grandes valeurs qui doivent fonder toute législation. L'Eglise suit le Christ et cherche la vérité qui ne coïncide pas toujours avec l'opinion de la majorité. Elle doit continuer la mission libératrice et salvifique du Christ, indépendamment des réactions suscitées par ses prises de position. Elle ne peut s'abstenir d'agir.

Evariste NIMBAJE.



Hôtel des Mille Collines

Votre 4 étoiles en plein centre de Kigali, à quelques pas du centre commercial et des institutions internationales. Nous vous offrons :

- 104 chambres calmes
- 8 suites luxueuses
- toutes les chambres équipées de salle de bain, TV, téléphone, minibar
- Restaurant panoramique
- Cafétéria avec grande terrasse
- Bar
- 4 salles de banquets et réunions
- Piscine
- Service blanchisserie express
- Service fax
- Transfert gratuit entre l'hôtel et l'aéroport
- Parking gardé
- Tennis gratuit à proximité

Faites votre breakfast-meeting au **Mille Collines**. Petit-déjeuner buffet varié au centre ville dans le calme du jardin. Prix: 880.

Tous les midis nous vous proposons notre buffet **Mille Collines**, où vous mangerez à volonté. Prix: 1630.

Les jours fériés un super buffet vous est offert. Prix: 9145.

Réduction de 50% pour enfants de moins de 12 ans.

L'entrée à la piscine est gratuite pour les clients de l'hôtel et du buffet.

Pour l'organisation de vos cocktails, dîners d'affaires, réunions de travail et séminaires, prenez contact avec le **Mille Collines**. Nous vous ferons des propositions intéressantes.

Prix FCHA inclus

VOUS AVEZ DIT "MIRACLES" ?

Ce sont des articles parus dans DIALOGUE (n° 148), "Feu et lumière" (n° 88) et "Goliath" qui m'ont encouragé, à divers titres, à quelques réflexions afin d'éviter pour beaucoup quelques malentendus.

Le show du Père Tardif au Rwanda, comme dans d'autres villes d'ailleurs, pose problème. J'affirme d'emblée que je crois à la possibilité du miracle, mais je ne crois pas que le miracle puisse être à la discrétion de qui que ce soit, même après l'affirmation : "*Jésus est parmi nous !*" D'où quelques questions que nous pouvons poser : qu'en est-il du miracle dans le Nouveau Testament ? Qu'en est-il du miracle en notre temps ?

LE MIRACLE : LE NOUVEAU TESTAMENT

Il n'y a aucune raison de mettre en doute les miracles rapportés dans le Nouveau Testament, ceux accomplis par Jésus, comme ceux accomplis par les apôtres. Nous devons chercher le pourquoi des miracles. On oublie trop facilement que Jésus ne cherche pas, à tout prix, à faire des miracles, il est même parfois très réticent, l'affaire de Cana est des plus connues (Jn 2,4). Il arrive même à Jésus de faire un miracle un peu contre sa volonté, c'est la cas de cette femme hémorroïssée (Mc 5,25-34). Aucun des miracles qui nous sont racontés ne sont "gratuits", ils supposent la foi, tous portent sens et sont SIGNES d'autre chose.

D'une façon ou d'une autre, Jésus ne fait pas de miracle sans qu'il n'y ait la foi, soit exprimée, soit supposée : "*Ta foi t'a sauvée*" (Mc 5,34). Sauvée de quoi ? On croyait en ce temps-là que la maladie, sous ses diverses formes, était la conséquence du péché. C'est ainsi que les apôtres demandent à Jésus si c'est à cause de ses péchés ou des péchés de ses parents que l'avengle né est né tel (Jn 9,1-3). Quand on lui amène un paralytique, Jésus lui dit : "*Tes péchés te sont remis*"; ce n'est qu'ensuite que Jésus le guérit, suite logique du pardon (Mc 2,1-12).

Guérir de la maladie c'est aussi guérir du péché, c'est sauver. Le miracle est alors signe du salut. Certains miracles, racontés surtout par Jean, sont signes de ce qu'est Jésus. La guérison de l'avengle (Jn 9,1-41) signifie que "*Jésus est lumière*" : "*La lumière est venue en ce monde*" (Jn 1,4-5). La guérison du paralytique signifie que Jésus est le chemin qui conduit au Père (Jn 5,1-18). La revivification de Lazare montre que Jésus est la vie (Jn 11,1-44 : ne confondons pas la revivification qui est un retour provisoire à la vie et la résurrection définitive).

LE MIRACLE : SIGNE DU ROYAUME

Mais on peut encore trouver une autre raison. Jean-Baptiste dans sa prison envoie des disciples demander à Jésus : "*Es-tu celui qui doit venir, ou devons-nous en attendre un autre ?*" Ce qui voulait dire : "Es-tu le Messie ?" Pour qu'il n'y ait pas ambiguïté et que la réponse soit en relation avec la Parole de Dieu, Jésus cite Isaïe (Is. 26,19...) : "*Les boiteux marchent, les sourds entendent, les lépreux sont purifiés... la Bonne Nouvelle est annoncée aux pauvres*" (Mt 11,2-6). Jésus accomplit ce qui a-

vait été annoncé par le prophète, et comme Jean-Baptiste connaissait bien sa Bible, il a dû comprendre que Jésus était bien "*celui qui doit venir*" pour annoncer et instaurer le Royaume des cieux. Les miracles sont alors SIGNES de cet avènement.

Nous avons encore un exemple très important dans l'Evangile selon St. Jean. Jean, en effet, ne raconte pas l'institution de l'Eucharistie, mais il en fait la théologie à l'occasion du miracle de la multiplication des pains (Jn 6,22-40). Il assemble le signe et la réalité. Le miracle est donc avant tout porteur de signes et c'est cela qui importe.

LE MIRACLE EN NOTRE TEMPS

Pour justifier l'action du Père Tardif, certains font appel à Lourdes et à ses miracles. Les deux choses sont-elles compatibles ? Je connais bien Lourdes pour y avoir été durant 6 pèlerinages comme aumônier, parmi d'autres aumôniers, d'un pèlerinage d'une Association de malades. Pendant 6 jours, nous vivions avec les malades, dont des grabataires. Je n'ai jamais entendu qui que ce soit affirmer que tel malade va être guéri, ni solliciter de témoignages publics de guérison, ni faire évoluer la ferveur en hystérie plus ou moins collective.

Chaque malade qui le veut est accompagné de son dossier médical afin de pouvoir comparer, en cas de miracle supposé, son état avant et après la guérison. Le Bureau Médical, après une sérieuse étude du cas, donne son avis, non pas en déclarant "Miracle", mais en constatant que les connaissances médicales actuelles n'expliquent pas le cas constaté... Toutes les maladies psycho-somatiques sont écartées. Ces précau-

tions sont prises, non pas pour mettre en doute la réalité possible d'un miracle, mais pour éviter le charlatanisme. Enfin le miracle, si miracle il y a, sera déclaré tel par une commission ecclésiastique après plusieurs années d'observations.

Les miracles à Lourdes sont très peu nombreux au regard des millions de pèlerins qui y viennent depuis 1858. C'est ainsi qu'entre 1858 et 1989, sur 5.000 guérisons supposées, seulement 64 ont été déclarées "miraculeuses". Ce qui représente 1,8 % des "guérisons". On compte, bon an, mal an, 900.000 pèlerins et 60.000 malades.

Enfin, ceux qui connaissent bien Lourdes savent que c'est Jésus-Christ qui est au centre des manifestations, et qu'on insiste bien plus sur la conversion du coeur que sur le miracle. A Lourdes, le miracle n'est jamais programmé, il est laissé à la seule action de Dieu, tous les malades le savent. Si en six pèlerinages je n'ai jamais "vu" de miracle, j'ai constaté au contraire que beaucoup de malades repartaient avec leur maladie, mais "regonflés" dans leur foi et leur espérance, pour mieux vivre leur "vocation" de malade au milieu des bien-portants.

QUEL EST LE VRAI MIRACLE ?

Il me semble donc que comparer Lourdes au show du Père Tardif relève de la malhonnêteté intellectuelle. Ce qui est triste, c'est de voir des mouvements charismatiques ou des groupes de prière cautionner de telles actions, et de ce fait risquer de se faire considérer par manque de sérieux.

Alors quels sont en notre temps les signes qui montrent que le Royaume des Cieux est parmi nous ? Ce ne sont pas les miracles ou des guérisons supposées, telles, mais bien plutôt la réalisation des idéaux évangéliques : la paix, la justice sociale, la vie de foi, la solidarité, la charité vécue, l'accueil des autres, la prise au sérieux des Béatitudes, le choix, pour certains, des conseils évangéliques, l'annonce de l'Evangile... Paul recommandait déjà aux chrétiens que leur vie soit en accord avec leur foi comme témoins au milieu des nations. C'est pourquoi, il me semble, et je ne suis pas le seul à le penser, que le show du Père Tardif est plus une escroquerie spirituelle qu'une annonce de l'Evangile.



Jean GRIET.

Kigali - Motors

Parc Industriel de GIKONDO
REPARATIONS TOUTS VEHICULES
B.P. 783 KIGALI Rép. Rwandaise Tél. 76594



KIPHARMA
S.A.R.L.

PHARMACIE DE KIGALI

PLACE DU MARCHÉ

Tél. : 75234

Télax 75511

Agrotech

S.A.R.L.

*tous les produits pour
l'agriculture, la médecine
vétérinaire et la zootecnie*

Place du Marché • Tél 73489

La revue Dialogue est une revue d'information et de réflexion.
Elle paraît tous les mois.

DIALOGUE aborde tous les problèmes sociaux, économiques, politiques, culturels, religieux et autres, qui intéressent surtout le Rwanda.
Sans être l'organe officiel d'une Eglise, Dialogue envisage les problèmes traités dans une perspective chrétienne.

DIALOGUE - B.P. 572 KIGALI

Téléphone 74178

A. REDACTION ET ABONNEMENT
NYAKABANDA

B. TARIF D'ABONNEMENT

RWANDA	ETRANGER
• Abonnement ordinaire: 1500 Frw. • Abonnement étudiant: 1200 Frw. • Abonnement de soutien: 2000 Frw. • Abonnement de groupe: 6000 Frw. (5 personnes)	• Afrique • Europe • Amérique • Asie • Burundi: 2500 Fbu. 5000 Frw. ou 1500 F belges 250 F français ou 60 F suisses 5500 Frw. ou 45 \$ US

C. MODE DE PAIEMENT

RWANDA	ETRANGER
• B.C.R. 010-0031901-69 • Mandat postal DIALOGUE, B.P. 572 Kigali • Economats Généraux • Gemeca - Procure Kigali • Bureaux DIALOGUE Nyakabanda • Bureaux REBA VIDEWO (enceinte KINYAMATEKA)	• Belgique: CCP 000-1495122-61 Pierre Massion, Bruxelles • Suisse: CCP 17-2941 - 6, Revue DIALOGUE Rwanda • R. AEBISCHER, Fribourg - Suisse

D. VENTE AU NUMERO: Prix: 200 Frw.

A. Kigali: Librairie Caritas - Hôtel des Mille Collines - Hôtel des Diplomates - Allwanda - Centre National de Pastorale St Paul - Club Kasiki - Librairie Urubutso - Village Urugwiro Restaurant Sangwa

Aliliens: Librairie Universitaire de Butare - Economat Diocésain de Butare - Economat Diocésain de Byumba - Hôte St François à Cyangugu - Librairie Caritas Diocésaine de Kabaya - Economat Diocésain de Kibungo - Librairie de Nyundo Economat Diocésain de Ruhengeri

En France: Librairie L'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75005 - PARIS - Tél. 326.04.52
En Belgique: Librairie U.O.P.C., 216 Chaussée de Wavre, 1040 - BRUXELLES, Tél: (02) 648.96.89
N.C.O.S., Vlasfabrieksstraat 11, 1060 BRUXELLES, Tél: (02) 539.26.20.